

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Emissions et cotations

Valeurs françaises

PLANT ADVANCED TECHNOLOGIES PAT

Société anonyme au capital de 1 124 181 euros
Siège social : 54500 VANDŒUVRE-LES-NANCY
19 avenue de la Forêt de Haye
483 047 866 RCS NANCY

(la « **Société** »)

Avis aux actionnaires

**OPERATION D'ATTRIBUTION GRATUITE DE BONS DE SOUSCRIPTION
D'ACTIONS REMBOURSABLE (« BSAR ») A TOUS LES ACTIONNAIRES DE
LA SOCIETE**

Objet de l'insertion – La présente insertion est faite en vue de l'émission et de l'admission sur le marché Euronext Growth Paris d'un nombre maximal de 1 124 181 BSAR 2025-C et 1 124 181 BSAR 2025-L de la société PLANT ADVANCED TECHNOLOGIES PAT.

Caractéristiques de la Société

Dénomination sociale – PLANT ADVANCED TECHNOLOGIES PAT

Forme de la société – Société anonyme à Conseil d'administration

Numéros d'identification – Immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Nancy : 483 047 866 – Identifiant SIRET du siège social : 483 047 866 00049

Adresse du siège social – 19 Avenue de la Forêt de Haye – 54500 VANDŒUVRE-LES-NANCY

Montant du capital social – Le capital social est fixé à la somme de 1 124 181 euros. Il est divisé en 1 124 181 actions ordinaires toutes de même catégorie et libérées en intégralité.

Objet social – La société a pour objet :

- > La production et la commercialisation de végétaux et d'extraits de végétaux à destination de l'industrie pharmaceutique, cosmétique ou de toute autre application nouvelle ;
- > Des prestations de recherche et de développement portant sur les technologies ci-dessus ainsi que toutes autres biotechnologies ;
- > La concession de licences et de sous licences de brevets et de savoir-faire portant sur les technologies énumérées ci-dessus ;
- > La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de commandites, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, de sociétés en participation, de groupement d'intérêt économique, ou autrement.
- > Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout autre objet similaire ou connexe.

Durée – La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Législation applicable – PLANT ADVANCED TECHNOLOGIES PAT est une société anonyme à conseil d'administration régie par la loi française.

Exercice social – Du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Avantages particuliers stipulés par les statuts au profit de toute autre personne – Néant.

Convocation et réunion des assemblées générales – Les assemblées d'actionnaires sont convoquées par le conseil d'administration. A défaut, elles peuvent l'être par les personnes désignées par le Code de Commerce. Les réunions se tiennent, soit au siège social, soit en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

Accès aux assemblées générales – Pouvoirs – Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits en compte dans les conditions légales et réglementaires. L'actionnaire doit justifier du droit de participer aux assemblées générales de la Société par l'inscription en compte des titres à son nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteurs tenus par l'intermédiaire habilité.

Tout actionnaire peut, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, notamment l'article L.225-106 du Code de commerce, soit assister personnellement à l'assemblée générale, soit voter à distance, soit s'y faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité. Il peut en outre se faire représenter par toute autre personne physique ou morale de son choix. Les propriétaires de titres n'ayant pas leur domicile sur le territoire français peuvent se faire représenter par un intermédiaire inscrit dans les conditions fixées par la législation et la réglementation en vigueur.

Forme et transmission des actions – Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire. Elles ne peuvent revêtir la forme au porteur qu'après leur complète libération.

Les actions sont librement négociables.

La transmission des actions s'effectue librement dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Droit de vote double – Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Un droit de vote double est toutefois accordé aux titulaires d'actions nominatives entièrement libérées lorsque ces actions sont inscrites depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire. Il est également conféré, dès leur émission aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles ce dernier bénéficiait déjà de ce droit.

Le droit de vote double cesse de plein droit pour toute action ayant fait l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert de propriété sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Identification de l'actionnariat – Déclaration de franchissement de seuils – Offre publique obligatoire – La Société est autorisée à demander à tout moment auprès de l'organisme chargé de la compensation des valeurs mobilières les renseignements prévus par la loi relatifs à l'identification des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote aux assemblées d'actionnaires.

La Société est en outre en droit de demander dans les conditions fixées par le Code de commerce l'identité des propriétaires de titres lorsqu'elle estime que certains détenteurs dont l'identité lui a été révélée sont propriétaires de titres pour le compte de tiers.

Tout actionnaire, agissant seul ou de concert, venant à détenir plus de 50 et de 90 % du capital ou des droits de vote de la Société, devra se conformer aux dispositions légales et plus particulièrement devra en informer immédiatement la Société dans les conditions prévues par la loi et le Règlement général de l'AMF.

Affectation et répartition des bénéfices – Dividendes – Si les comptes de l'exercice approuvés par l'assemblée générale font apparaître un bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la loi, l'assemblée générale décide de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

L'assemblée générale peut accorder aux actionnaires pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Obligations convertibles en actions / bons de souscription d'actions en circulation – le Conseil d'administration lors de sa réunion du 11 avril 2014, agissant sur délégation conférée par l'Assemblée générale extraordinaire du 11 avril 2014 dans sa première résolution, a procédé à l'émission globale de 615 095 BSAR (Code ISIN FR0011844067),

Le Conseil d'administration lors de sa réunion du 6 mai 2014, agissant sur délégation conférée par l'Assemblée générale extraordinaire du 11 avril 2014 dans sa deuxième résolution, a procédé à l'émission globale de 307 740 BSAR (Code ISIN FR0011844067), au profit d'une catégorie de personnes, ci :

Tous salariés et/ou dirigeants sociaux de la Société et/ou des sociétés dont 95 % des droits de vote sont détenus directement ou indirectement par la Société, ou de certaines catégories d'entre eux.

Conformément à l'autorisation donnée par l'Assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2023 et aux décisions du Conseil d'administration du 11 janvier 2024, le Président Directeur Général a, suivant décisions du 11 janvier 2024, décidé du principe de l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant maximum de 1 million d'euros représenté

par 400 BEORA, chaque bon donnant le droit à l'émission d'une ORA d'une valeur nominale unitaire de 2.500 euros.

Bilan – Le bilan social au 31 décembre 2024 est mis à disposition des actionnaires depuis le site internet de la société (« <https://www.plantadvanced.com/assemblee-generale-2025> ») dont les paramètres d'accès seront fournis aux actionnaires dans les conditions suivantes :

- Les propriétaires d'actions au porteur devront demander à la société qu'il leur soit remis les paramètres d'accès, en justifiant de leur qualité d'actionnaire ;
- Les propriétaires d'actions nominatives auront communication de ces paramètres d'accès par l'indication qui en sera faite sur les convocations individuelles à l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 27 juin 2025, qui leur sont adressées par lettre ordinaire.

Organes sociaux ayant autorisé et décidé l'émission

Autorisations de l'Assemblée Générale Extraordinaire – L'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire de la Société qui s'est réunie le 30 juin 2023 (l'« **Assemblée Générale Mixte** ») a délégué sa compétence au Conseil d'administration à l'effet de décider l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital ou donnant droit à un titre de créance.

Décision du Conseil d'Administration de faire usage de la délégation conférée par l'Assemblée Générale de procéder à l'émission – En vertu de la délégation de compétence qui lui a été conférée par l'Assemblée Générale, le Conseil d'Administration de la Société, lors de sa réunion en date du 29 avril 2025, a décidé du principe de l'émission et de l'attribution gratuite de BSAR aux actionnaires, selon les modalités détaillées ci-après.

Prospectus – Conformément aux dispositions des articles L.411-2 du code monétaire et financier et 211-2 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF), la présente émission ne donnera pas lieu à un Prospectus visé par l'AMF, cette dernière représentant un produit maximum inférieur à 8 000 000 euros.

CARACTERISTIQUES DES BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

Bénéficiaires des BSAR – Les BSAR seront émis et attribués gratuitement aux actionnaires de la Société, à raison d'un (1) BSAR 2025-C et d'un (1) BSAR 2025-L par action détenue, ce qui correspond à un maximum de 1 124 181 BSAR 2025-C et 1 124 181 BSAR 2025-L (après neutralisation des actions auto détenues).

Les BSAR seront émis et attribués gratuitement aux actionnaires de la Société inscrits en compte au 12 juin 2025 à l'issue de la séance de bourse du 12 juin 2025 (record date attribution).

Forme des BSAR – Les BSAR seront inscrits au nominatif ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Prix de souscription des BSAR – Les BSAR seront attribués gratuitement à tous les actionnaires à raison d'un (1) BSAR 2025-C et d'un (1) BSAR 2025-L par action détenue.

Parité d'exercice et prix d'exercice des BSAR – Six (6) BSAR 2025-C donneront le droit de souscrire à une (1) action nouvelle de la Société pour un prix unitaire d'exercice de douze euros et cinquante centimes (12,50 €) par Action Nouvelle.

Dix (10) BSAR 2025-L donneront le droit de souscrire à une (1) action nouvelle de la Société pour un prix unitaire d'exercice de quinze euros (15 €) par Action Nouvelle.

Prix d'exercice des BSAR – Six (6) BSAR 2025-C donneront le droit de souscrire à une (1) action nouvelle de la Société pour un prix unitaire d'exercice de douze euros et cinquante centimes (12,50 €) par Action Nouvelle.

Dix (10) BSAR 2025-L donneront le droit de souscrire à une (1) action nouvelle de la Société pour un prix unitaire d'exercice de quinze euros (15 €) par Action Nouvelle.

Le prix de souscription des actions nouvelles devra être intégralement libéré, au moment de l'exercice des BSAR en numéraire, y compris, le cas échéant par voie de compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société dans les conditions prévues par la loi.

Période d'exercice des BSAR – Chaque titulaire de BSAR 2025-C pourra exercer 100 % des BSAR qu'il détient à tout moment, étant précisé qu'en tout état de cause les BSAR 2025-C devront être exercés entre le 13 juin 2025 et le 31 décembre 2026 (la « Période d'Exercice des BSAR 2025-C »). Les BSAR 2025-C non exercés à cette date perdront toute valeur et deviendront caducs.

Chaque titulaire de BSAR 2025-L pourra exercer 100 % des BSAR 2025-L qu'il détient à tout moment, étant précisé qu'en tout état de cause les BSAR 2025-L devront être exercés entre le 13 juin 2025 et le 30 juin 2029 (la « Période d'Exercice des BSAR 2025-L »). Les BSAR 2025-L non exercés à cette date perdront toute valeur et deviendront caducs.

Clause de forçage : La Société pourra à son seul gré, à tout moment, forcer l'exercice de tout ou partie des BSAR 2025-C restant en circulation, si le cours de clôture de l'action de la Société sur le marché Euronext Growth (ou sur tout autre marché ou les titres de la Société pourraient être cotés) atteint 13,75 €. Dans l'éventualité où la Société mettrait en œuvre la présente clause, soit les porteurs de BSAR 2025-C pourront convertir leurs BSAR 2025-C au prix de 13,75 €, soit les BSAR 2025-C pourront être annulés par la Société.

Libérations des actions nouvelles souscrites sur exercice des BSAR et date de jouissance – Les actions nouvelles seront des actions ordinaires de la Société, de même catégorie que les actions existantes. Les actions nouvelles souscrites à l'occasion de l'exercice des BSAR devront être intégralement libérées à la souscription. Elles seront soumises à toutes les dispositions des statuts de la Société et porteront jouissance au premier jour de l'exercice social au cours duquel lesdites actions auront été souscrites. Les actions nouvelles seront donc librement négociables.

Les fonds provenant des souscriptions en numéraire seront reçus sur un compte ouvert au nom de la Société par la CM-CIC Securities (6, avenue de Provence, 75441 Paris Cedex 9, France).

Les actions nouvelles seront émises et libérées au fur et à mesure des demandes de souscriptions formulées par le ou les titulaires de BSAR dans la Période d'Exercice.

Caducité des BSAR – Les BSAR 2025-C qui n'auront pas été exercés au plus tard le 31 décembre 2026 à la clôture de séance de bourse perdront toute valeur et deviendront automatiquement caducs. Les BSAR 2025-L qui n'auront pas été exercés au plus tard le 30 juin 2029 à la clôture de séance de bourse perdront toute valeur et deviendront automatiquement caducs.

Cotation des BSAR – Les BSAR feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris sous un code ISIN qui sera communiqué ultérieurement.

Modalités d'exercice – Pour exercer leur BSAR, les titulaires devront en faire la demande directement ou via un intermédiaire financier habilité de leur choix auprès de la CM-CIC Securities (6, avenue de Provence, 75441 Paris Cedex 9, France).

Le prix de souscription des actions nouvelles devra être intégralement libéré, au moment de l'exercice des BSAR en numéraire, y compris, le cas échéant par voie de compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société dans les conditions prévues par la loi.

Pour le cas où un titulaire de BSAR ne disposerait pas d'un nombre suffisant de BSAR pour souscrire un nombre entier d'actions de la Société, il devra faire son affaire de l'acquisition sur le marché du nombre de BSAR nécessaires à la souscription d'un tel nombre entier d'actions de la Société. Les BSAR formant rompus pourront être cédés sur le marché pendant leur période de cotation mais ne donneront pas droit à indemnisation de leurs titulaires par la Société.

Suspension de l'exercice des BSAR – En cas d'émission de nouveaux titres de capital ou de nouvelles valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ainsi qu'en cas de fusion ou de scission, le Conseil d'administration conformément aux dispositions de l'article L. 225-149-1 du Code de commerce se réserve le droit de suspendre l'exercice des BSAR pendant un délai qui ne pourra excéder trois (3) mois, cette faculté ne pouvant en aucun cas faire perdre aux porteurs de BSAR leurs droits à souscrire des actions nouvelles de la Société. Dans ce cas, un avis sera publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires (BALO) quinze jours au moins avant la date d'entrée en vigueur de la suspension pour informer les porteurs de BSAR de la date à laquelle l'exercice des BSAR sera suspendu et de la date à laquelle il reprendra. Cette information fera également l'objet d'un avis par Euronext Paris.

Maintien des droits des titulaires des BSAR – A compter de l'émission des BSAR et tant qu'il existera des BSAR en cours de validité, les droits des titulaires des BSAR seront préservés dans les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur notamment par les articles L. 228-98 et suivants du Code de commerce.

En cas de réduction de capital de la Société motivée par des pertes, la protection des titulaires de BSAR sera assurée conformément aux dispositions de l'article L.228-98 du Code de commerce et de ses dispositions d'application.

En cas de réduction de capital non motivée par des pertes (i) par voie de diminution de la valeur nominale des actions, le prix de souscription des actions nouvelles sera réduit à due concurrence, et (ii) par voie de diminution du nombre d'actions, les titulaires de BSAR, s'ils exercent leurs BSAR, pourront demander le rachat de leurs actions nouvelles dans les mêmes conditions que s'ils avaient été actionnaires au moment du rachat par la Société de ses propres actions.

En cas de fusion ou de scission de la Société qui serait par ailleurs autorisée, la protection des titulaires de BSAR sera assurée conformément aux dispositions de l'article L.228-101 du Code de commerce et ses dispositions d'application.

En cas de distribution par la Société de réserves ou de primes d'émission, en espèces ou en nature, ou en cas de modification de la répartition des bénéfices de la Société par création d'actions de préférence entraînant une dilution immédiate ou à terme des titulaires de BSAR, la protection des titulaires de BSAR sera assurée conformément aux seules dispositions de l'article L.228-99 du Code de commerce, et de ses dispositions d'application.

En cas d'émission de valeurs mobilières donnant par un quelconque moyen accès au capital de la Société qui aurait pour conséquence une dilution immédiate ou à terme des droits des titulaires de BSAR et au titre de laquelle les actionnaires conservent leur droit préférentiel de souscription, le maintien des droits des titulaires de BSAR sera assuré conformément aux seules dispositions de l'article L.228-99 du Code de commerce, et de ses dispositions d'application.

Elle devra également informer les titulaires des BSAR de la réalisation des dites opérations, ainsi que des mesures de protection qu'elle aura décidée de mettre en place en leur faveur.

Comme prévu à l'article L. 228-98 du Code de commerce, la Société est autorisée à modifier sa forme ou son objet sans l'autorisation préalable des titulaires de BSAR. Elle pourra aussi, conformément aux mêmes dispositions, modifier les règles de répartition de ses bénéfices, amortir son capital ou émettre des actions de préférence sans l'autorisation préalable des titulaires de BSAR, sous réserve de prendre les dispositions nécessaires au maintien des droits des titulaires de BSAR dans les conditions définies aux présentes de sorte que les modifications envisagées ne portent pas atteinte aux droits des titulaires de BSAR.

Masses des porteurs de BSAR – Les titulaires de BSAR seront regroupés au sein d'une masse jouissant de la personnalité morale conformément aux dispositions de l'article L.228-103 du Code de commerce (la « **Masse des Titulaires de BSAR** »).

Les assemblées de la Masse des Titulaires de BSAR se réuniront au siège social de la Société ou tout autre lieu fixé dans la lettre de convocation.

La Masse des Titulaires de BSAR sera représentée par le représentant de la Masse des Titulaires de BSAR ou par tout successeur qui sera élu par l'assemblée générale de la Masse des Titulaires de BSAR concernés (le « **Représentant de la Masse** »).

En cas de titulaire unique, celui-ci exercera les pouvoirs attribués par la loi au Représentant de la Masse et aux assemblées des titulaires de BSAR concernés.

Conformément aux dispositions de l'article L.228-48 du Code de commerce, le Représentant de la Masse devra être une personne physique ou morale, domiciliée ou ayant son siège social en France.

Les Représentants de la Masse ne percevront aucune rémunération.

Les décisions des titulaires de BSAR sont prises en assemblée générale dans les conditions de quorum et majorité prévues par la loi. Chaque BSAR donnera à son titulaire une voix aux assemblées générales et aux consultations des titulaires de BSAR.

La Masse des Titulaires de BSAR sera appelée, conformément aux dispositions de l'article L.228-103 du Code de commerce, à autoriser toutes modifications aux modalités des BSAR et à statuer sur toute décision touchant aux conditions de souscription ou d'attribution des titres de capital déterminées au moment de l'émission.

Règlement des rompus – Tout porteur des BSAR exerçant ses droits au titre des BSAR pourra souscrire un nombre d'actions nouvelles de la Société calculé en appliquant au nombre de BSAR les parités d'exercice en vigueur.

Lorsque le titulaire de BSAR exerçant ses BSAR aura droit à un nombre d'actions nouvelles comportant une fraction formant rompu, il devra faire son affaire de l'acquisition sur le marché du nombre de BSAR nécessaires à la souscription d'un tel nombre entier d'actions nouvelles.

Les BSAR formant rompus pourront être cédés sur le marché pendant leur période de cotation mais ne donneront pas droit à indemnisation de leurs titulaires par la Société.

Information des porteurs de BSAR en cas d'ajustement – La Société s'engage à informer par écrit les titulaires de BSAR dans les mêmes délais que les actionnaires, de la réalisation des opérations financières décrites au paragraphe « Maintien des droits des titulaires des BSAR » et prendre toute mesure nécessaire à la préservation des droits des titulaires de BSAR conformément au paragraphe « Maintien des droits des titulaires de BSAR ».

Achats par la Société et annulation des BSAR – La Société se réserve le droit de procéder à tout moment, sans limitation de prix ni de quantité, à des achats en bourse ou hors bourse de BSAR, ou à des offres publiques d'achat ou d'échange de BSAR. Les BSAR achetés en bourse ou hors bourse ou par voie d'offres publiques, cesseront d'être considérés comme étant en circulation et seront annulés, conformément à l'article L.225-149-2 du Code de commerce.

Autres marchés et places de cotation – Néant.

CARACTERISTIQUES DES ACTIONS NOUVELLES RESULTANT DE L'EXERCICE DES BSAR

Date d'émission des actions nouvelles – Les actions nouvelles seront émises au fur et à mesure de l'exercice des BSAR entre le 13 juin 2025 et le 31 décembre 2026 pour les BSAR 2025-C et entre le 13 juin 2025 et le 30 juin 2029 pour les BSAR 2025-L.

Nombre d'actions nouvelles émises – A titre indicatif, dans l'hypothèse de l'exercice de la totalité des BSAR 2025-C, il serait créé un nombre maximum de 187 364 actions nouvelles de la Société, soit une augmentation de capital de 187 364 euros et un produit brut de l'opération de 2 342 050 euros. Le nombre d'actions nouvelles fera l'objet d'un avis Euronext et d'un communiqué de presse diffusé à l'issue de la période d'exercice des BSAR, soit le 31 décembre 2026.

Dans l'hypothèse de l'exercice de la totalité des BSAR 2025-L, il serait créé un nombre maximum de 112 418 actions nouvelles de la Société, soit une augmentation de capital de 112 418 euros et un produit brut de l'opération de 1 686 270 euros. Le nombre d'actions nouvelles fera l'objet d'un avis Euronext et d'un communiqué de presse diffusé à l'issue de la période d'exercice des BSAR, soit le 30 juin 2029.

Cotation et nature des actions nouvelles résultant de l'exercice des BSAR – Les actions nouvelles qui résulteront de l'exercice des BSAR seront des actions ordinaires de la Société, de même catégorie que les actions existantes. Elles seront soumises à toutes les dispositions des statuts de la Société et porteront jouissance au premier jour de l'exercice social au cours duquel lesdites actions auront été souscrites. Elles seront, dès leur admission aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris, assimilées aux actions anciennes de la Société. Les actions nouvelles issues de l'exercice des BSAR seront négociables sur la même ligne que les actions existantes. Elles seront ainsi négociées sous le même code ISIN que les actions existantes de la Société, soit ISIN FR0010785790.

Publication des résultats – A l'issue de la période d'exercice des BSAR, à minuit, la Société diffusera un communiqué de presse qui indiquera le nombre d'actions nouvelles et le montant total des fonds levés par souscription des actions nouvelles résultant de l'exercice des BSAR.

Dilution – Un actionnaire qui détiendrait 1 % du capital de la Société (11 241 actions) préalablement à l'attribution des BSAR 2025-C et 2025-L, et qui déciderait de ne pas exercer les BSAR reçus dans le cadre de la présente opération verrait sa participation au capital passer à 0,86 % après l'exercice des BSAR-C, à 0,91 % après l'exercice des BSAR-L et à 0,79 % en cas d'exercice de la totalité des BSAR (C+L).

Date de jouissance – Les actions nouvelles résultant de l'exercice des BSAR porteront jouissance courante et seront inscrites sur la même ligne de cotations que les actions existantes.

Forme – Les actions nouvelles pourront revêtir la forme nominative ou au porteur, au choix des détenteurs.

Négociabilité des actions nouvelles – Aucune clause statutaire ne limite la libre négociation des actions composant le capital social de la Société. Les actions nouvelles seront donc librement négociables.

Droit applicable et tribunaux compétents en cas de litige – Les BSAR et les actions nouvelles sont émis dans le cadre de la législation française. Les tribunaux compétents en cas de litiges sont ceux du siège social de la Société lorsqu'elle est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du Code de Procédure Civile.

*Le Président Directeur Général
Jean-Paul FEVRE*